



**IdeAs**  
Idées d'Amérique

15 | 2020  
Eau et gestion de l'eau dans les Amériques

---

## Introduction. Le Chili s'est réveillé... et après ?

Damien Larrouqué

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ideas/7372>

DOI : [10.4000/ideas.7372](https://doi.org/10.4000/ideas.7372)

ISSN : 1950-5701

### Éditeur

Institut des Amériques

### Référence électronique

Damien Larrouqué, « Introduction. Le Chili s'est réveillé... et après ? », *IdeAs* [En ligne], 15 | 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/7372> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.7372>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.



IdeAs – Idées d'Amérique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Introduction. Le Chili s'est réveillé... et après ?

Damien Larrouqué

---

El neoliberalismo nos mata. Metro Bellas Artes. Noviembre 2019



© Damien Larrouqué

- 1 Le Chili a vécu dans la soirée du 18 octobre 2019 un épisode quasi-insurrectionnel qui a conduit le président conservateur Sebastián Piñera à déclarer l'état d'urgence pour la première fois depuis le retour à la démocratie (1990). Celui qui s'enorgueillissait une vingtaine de jours plus tôt que son pays était un « oasis de stabilité dans une Amérique

latine prise de convulsion » s'est retrouvé confronté à une explosion sociale inédite. Ses premières déclarations polémiques<sup>1</sup> ont attisé la révolte et révélé le fossé qui divise les élites dirigeantes chiliennes de la société dans son ensemble. Dépassé par l'ampleur des événements, la magnitude de la mobilisation et la multiplicité des revendications, le gouvernement s'est résigné à ouvrir un nouvel agenda social et institutionnel, sans pour autant parvenir à circonscrire la contestation. Fin octobre, une foule compacte de plusieurs millions de personnes a envahi les rues du centre-ville de Santiago pour exprimer leur solidarité envers les premiers manifestants et leur ras-le-bol généralisé contre un modèle macroéconomique mortifère.

- 2 En quelques semaines, l'ensemble de la classe politique a brutalement pris la mesure d'un diagnostic aussi implacable que le mécontentement social est profond : le Chili est malade de son modèle de développement. Dans un pays que le président gouverne du haut de sa fortune personnelle estimée à 2,8 milliards de dollars (CNN Chile, 2019) et où un parlementaire gagne en moyenne trente fois le salaire minimum (La Tercera, 2019), les inégalités sociales sont devenues insupportables. Le système de santé fonctionne à deux vitesses ; une éducation primaire, secondaire et *a fortiori* universitaire de qualité n'est permise qu'à celles et ceux qui peuvent s'endetter pour se l'offrir et scolariser leurs enfants dans le privé ; les pensions par capitalisation des retraités sont misérables ; bref, le modèle économique violemment individualiste que la Concertation a hérité du pinochétisme est aujourd'hui à bout de souffle. N'en déplaise à ses plus acharnés thuriféraires dont le fanatisme idéologique frise l'aveuglement<sup>2</sup>, l'« hypercapitalisme » (Picketty T., 2019, 42) tel qu'il s'est épanoui au Chili n'apparaît plus viable sur le long terme. Et pour cause, sa légitimité sociale ne repose plus que sur une minorité de privilégiés. La majeure partie de la population ne veut plus du modèle néolibéral : « le néolibéralisme naît et meurt Chili » comme on a pu le lire sur les murs de Santiago, à côté d'autres graffitis assurant, non sans ironie, que « nous allons très bien :( » ; « le Chili est un oasis (pour les riches) ».
- 3 Dans le monde académique, cela faisait déjà plusieurs années que les universitaires dénonçaient de manière réitérée les illusions d'un « néolibéralisme à visage humain » censé en atténuer les aspérités (Fischer K., 2017, 147), annonçaient l'*effondrement du modèle* (Mayol A., 2012), proposaient de le *remodeler* (2007) ou d'en penser un *nouveau* (Atria F. et al., 2019). D'aucuns ont même pu suggérer que les obstacles institutionnels mis en place, au sortir de la dictature, pour empêcher toute réforme paradigmatique étaient si forts qu'ils avaient percolé jusque dans la culture politique, au point de la rendre profondément rétive au changement (Atria F. et al. 2017, 81-98). Tous, néanmoins, ont été pris de court par la soudaineté et l'intensité de la crise. Dans la préface accompagnant la réédition de leur ouvrage collectif initialement publié en 2013 et très commenté depuis, Fernando Atria et ses collègues ont ainsi eu l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que « le moment précis de l'explosion sociale comme la magnitude du phénomène nous ont surpris » (Atria F. et al., 2019, I).
- 4 Afin de porter le regard le plus complet sur cette crise multifactorielle et l'appréhender dans toute sa complexité, nous avons mobilisé une équipe pluridisciplinaire franco-chilienne, composée de politistes, sociologues, historiens et juristes. Collectivement, nous soutenons que cette révolte populaire<sup>3</sup> marque une rupture majeure dans l'histoire contemporaine chilienne. De toute évidence, il y aura « un avant » et « un après » 18-O.

- 5 Notre dossier se divise en trois parties. Faisant office d'introduction contextuelle, la première réunit trois articles. Spécialiste des mutations macroéconomiques, Manuel Gárate nous éclaire sur le processus de néolibéralisation de l'économie chilienne par une mise en perspective historique. De son côté, la sociologue Emmanuelle Barozet présente les caractéristiques de la transition démocratique et revient sur les épisodes de contestation sociale antérieurs, en vue de démontrer que cette crise cristallise une exaspération de longue date. Quant à moi, qui travaille sur les transformations institutionnelles dans le Cône sud, je propose une réflexion sur les limites du fonctionnement technocratique chilien à la lumière de la responsabilité du comité d'experts dans le déclenchement de l'éruption sociale.
- 6 La seconde partie s'attache à comprendre ce *moment*, que personne n'a vu venir, où « le Chili s'est réveillé ». Politistes, Antoine Faure et Antoine Maillet rendent compte, par de-là la lecture conjoncturelle, de la densité sociale et politique de la crise du 18-O. Spécialiste des partis, Stéphanie Alenda révèle les ambivalences de la droite chilienne au prisme de la gestion chaotique des événements par le gouvernement. Quant à Carolina Aguilera, experte de la question des droits de l'Homme, elle explique, sur la base de deux hypothèses, d'où vient la propension à la violence policière et pourquoi un tel niveau injustifiable de répression a été atteint. Camila Ponce, pour sa part, s'appuie sur ses travaux sur le mouvement féministe chilien pour en étayer la résurgence dans le cadre de cette révolte tout azimut. De leur côté, analysant la perception des citoyens vis-à-vis des inégalités territoriales, Rodrigo Marquez et José Viacava nous rappellent que cette crise n'est pas qu'un phénomène santiagois, mais a aussi touché, selon l'expression consacrée, tout le pays « d'Arica à Punta Arenas ».
- 7 Enfin, la troisième partie interroge l'après-crise. Constitutionnalistes, María Cristina Escudero et Jaime Gajardo Falcón reviennent sur les « enclaves autoritaires » de la Constitution en vigueur depuis 1980 et nous présentent les différents scénarios du processus constituant qui s'ouvrira en avril 2020. Quant à mes deux collègues administrativistes de l'Institut des affaires publiques (INAP), Rodrigo Egaña et Cristián Pliscoff, ils pointent les défaillances des institutions publiques chiliennes et proposent des réformes à entreprendre pour améliorer le fonctionnement de l'État et redorer son image. Pour finir, Kevin Parthenay, spécialiste des processus d'intégration régionale en Amérique latine, élargit la focale analytique au-delà de la Cordillère : il replace cette contestation dans un panorama mondial secoué d'autres spasmes et interroge, plus largement, l'impact international de la crise chilienne.

#### I – Contexte

*La néolibéralisation de l'économie chilienne dans une perspective historique* – Manuel Gárate  
*De la transition à l'explosion du 18-O : malaise et rébellion populaire aux portes de la terre promise* – Emmanuelle Barozet

« *Ok pour 30 pesos ?* » *Vertus et contradictions de la techno-démocratie chilienne* – Damien Larrouqué

#### II – Conjoncture

*Chile despertó. Mobilisations sociales et politisation au Chili* – Antoine Faure et Antoine Maillet

*Les ambivalences de la droite chilienne dans la gestion de la crise* – Stéphanie Alenda

*Violaciones a los Derechos Humanos en largo octubre chileno* – Carolina Aguilera

*Du mouvement féministe étudiant au mouvement social #ChileDespertó* – Camila Ponce

*Las desigualdades territoriales y el 18-O de Chile: algunos antecedentes* – Rodrigo Marquez et José Viacava

III – Projections

*Nueva Constitución y proceso constituyente* – María Cristina Escudero Illanes et Jaime Gajardo Falcón

*La gestión pública chilena después del 18-October: Ideas previas y reflexiones futuras* – Rodrigo Egaña et Cristian Pliscoff

*L'impact international de la crise chilienne d'octobre 2019* – Kevin Parthenay

## BIBLIOGRAPHIE

Amorós, Mario, *Pinochet. Biografía militar y política*, Santiago / Barcelone, B. Ediciones, 2019.

Atria, Fernando et al., *Democracia y neutralización. Origen, desarrollo y solución de la crisis constitucional*, Santiago, LOM, 2017.

Atria, Fernando et al., *El otro modelo. Del orden neoliberal al régimen de lo público*, Santiago, Debate, 2019.

Bustamente, Olga, « Entrevista a Sergio de Castro. Crisis social : “Con un modelo que no hubiera generado el desarrollo que este generó, sería peor” », *La Tercera*, 12 novembre 2019, <https://urlz.fr/bGDY>, page consultée le 09/03/2020

CNN Chile, « Piñera posee la quinta mayor fortuna en Chile, según el ranking Forbes, con US\$ 2.800 millones », CNN, 5 mars 2019, <https://urlz.fr/bGE4>, page consultée le 09/03/2020

Fischer, Karin, *Clases dominantes y desarrollo desigual. Chile entre 1830 y 2010*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2017.

La Tercera, « ¿Cuánto le cuesta al Estado un parlamentario ? », *La Tercera*, 24 octobre 2019, <https://urlz.fr/bGFd>, page consultée le 09/03/2020

Martner, Gonzalo, *Remodelar el modelo. Reflexiones para el Bicentenario*, Santiago, LOM, 2007.

Mayol, Alberto, *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*, Santiago, LOM, 2012.

Picketty, Thomas, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019.

## NOTES

1. Prononcée lors de son allocution du 21 octobre, sa désormais célèbre allégation « nous sommes en guerre contre un ennemi puissant » a rappelé à beaucoup l'ignominie d'une époque pas si lointaine où un certain général Pinochet menait alors, d'après les mots de son biographe, « une guerre contre son propre peuple désarmé » (Amorós M., 2019, 259).

2. Dans un entretien à La Tercera, Sergio de Castro, l'artisan intellectuel du néolibéralisme autoritaire chilien, déclarait encore mi-novembre que le « système se défend lui-même » et qu'un « modèle sans développement économique aurait été bien pire encore » (Bustamente O., 2019).

3. La presse et les médias emploient communément le terme d'*estallido social* pour évoquer l'*explosion sociale* de fin octobre. Or, il nous apparaît que cette notion euphémise la portée, la longueur et la complexité du phénomène. Cette précision fait écho à la note n° 2 de l'article de Faure et Maillet que je remercie, en tant que coordinateur, pour m'avoir permis d'en reprendre ici les éléments.

---

## AUTEUR

### DAMIEN LARROUQUÉ

Damien Larrouqué est affilié à INAP-Université du Chili  
damien.larrouque@sciencespo.fr